



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations**

**ARRÊTÉ N°2023292-0001/DDPP**  
relatif à la surveillance sanitaire et fixant l'organisation des opérations de  
prophylaxie collective dans les élevages de bovinés, de petits ruminants et de porcins  
du département de Saône-et-Loire

**Le PRÉFET de SAÔNE-et-LOIRE**

**Chevalier de la légion d'honneur**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le livre II du code rural et de la pêche maritime ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 5 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Yves SEGUY en qualité de préfet de Saône-et-Loire ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 décembre 1990 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective de la Leucose Bovine Enzootique ;

**VU** l'arrêté du 29 juin 1993 relatif à la prophylaxie de la peste porcine classique ;

**VU** l'arrêté du 17 mars 2004 fixant diverses mesures financières relatives à la lutte contre les pestes porcines ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 février 2005 modifié fixant les conditions sanitaires de détention, de circulation et de commercialisation des bovins ;

**VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 relatif à l'identification du cheptel porcin ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2005 modifié relatif aux modalités de réalisation de l'identification des ovins et caprins ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la brucellose des bovinés ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 janvier 2009 modifié fixant les mesures de prophylaxie collective et de police sanitaire de l'hypodermose bovine ;

**VU** l'arrêté ministériel du 28 janvier 2009 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la maladie d'Aujeszky dans les départements reconnus « indemnes de maladie d'Aujeszky » ;

196 rue de Strasbourg  
71021 Mâcon Cedex 9

Tél : 03 85 21 81 00

site internet : [www.saone-et-loire.gouv.fr](http://www.saone-et-loire.gouv.fr) - [Twitter-Facebook@Prefet71](https://twitter.com/Prefet71)

**VU** l'arrêté ministériel du 17 juin 2009 modifié fixant les mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose bovine et à la lutte contre la tuberculose bovine et caprine ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 août 2009 modifié fixant diverses mesures financières relatives à la lutte contre la maladie d'Aujeszky ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 août 2013 relatif à l'identification des animaux de l'espèce bovine ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 octobre 2013 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la police sanitaire et à la prophylaxie collective de la brucellose ovine et caprine ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 octobre 2013 fixant les mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose ovine et caprine ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 septembre 2015 modifié mettant en place les visites sanitaires dans les élevages ;

**VU** l'arrêté du 27 juin 2017 établissant la liste des interventions relatives à des mesures de surveillance ou de prévention obligatoires mentionnées à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime ;

**VU** l'arrêté du 22 janvier 2018 relatif au contrôle sanitaire officiel des échanges de reproducteurs ovins et caprins vis-à-vis de la tremblante ;

**VU** l'arrêté du 31 juillet 2019 modifié fixant des mesures de surveillance et de lutte contre la maladie des muqueuses/diarrhée virale bovine (BVD)

**VU** l'arrêté ministériel du 8 octobre 2021 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prévention, la surveillance et la police sanitaire de l'infection par le complexe *Mycobacterium tuberculosis* des animaux des espèces bovine, caprine et porcine ainsi que des élevages de camélidés et de cervidés ;

**VU** l'arrêté ministériel du 5 novembre 2021 fixant des mesures de prévention, de surveillance et de lutte contre la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 25 juillet 2022 instituant une participation financière de l'Etat pour le dépistage de la tuberculose bovine ;

**VU** l'arrêté préfectoral de M. le Préfet de Côte d'or déterminant les mesures particulières de surveillance et de gestion de la tuberculose des bovinés dans le département de Côte d'Or ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2023249-0002/DDPP en date du 12 septembre 2023 déterminant des règles de contrôles aux mouvements complétant le dispositif national de surveillance et de lutte contre la maladie des muqueuses / diarrhée virale bovine (BVD) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°71-2022-10-19-00002/DDPP en date du 19 octobre 2022 relatif à la surveillance sanitaire et fixant l'organisation des opérations de prophylaxie dans les élevages de bovinés, de petits ruminants et de porcins du département de Saône-et-Loire,

**VU** la note de service DGAL/SDSPA/2015-803 du 23/09/2015 fixant les dispositions techniques relatives au dépistage de la tuberculose bovine sur animaux vivants ;

**VU** la note de service DGAL/SDSPA/2016-292 du 06 avril 2016 relative à la surveillance programmée et événementielle de la brucellose ovine et caprine ;

**VU** l'instruction technique DGAL/SDSPA/2020-653 du 26 octobre 2020 portant publication du cahier des charges relatif aux modalités d'application de la réglementation sur les prophylaxies de la brucellose, la tuberculose et la leucose (prophylaxies bovines) ;

**VU** la note de service DGAL/SDSBEA/2022-846 du 17 novembre 2022 relative aux modalités techniques de mise en œuvre de la campagne de surveillance de la tuberculose bovine ;

**VU** l'instruction technique DGAL/SDSBEA/2022-199 du 10 mars 2022 relative aux dispositions techniques au dépistage de la tuberculose bovine sur animaux vivants, et à la modification des modalités d'interprétation des résultats dosage de l'interféron gamma ;

**VU** l'avis du CROPSAV du 6 décembre 2019 actant le choix du mode de dépistage par virologie sur un prélèvement de cartilage auriculaire réalisé lors de la pose d'une boucle sur tous les veaux à leur naissance (BVD) ;

**VU** les conclusions des revues de contrat des missions déléguées au groupement de défense sanitaire de Saône-et-Loire en date du 15 juin 2023 et à l'OVS Bourgogne-Franche-Comté en date du 5 septembre 2023 ;

**VU** l'avis du CROPSAV du 8 novembre 2021 portant sur les mesures de prophylaxies et les règles applicables aux mouvements de bovins vis-à-vis de l'IBR ;

**VU** la demande de mesures complémentaires vis-à-vis de l'IBR formulée par le Groupement de défense sanitaire de Saône-et-Loire ;

**Considérant** la nécessité de fixer les modalités de prophylaxie collective obligatoire vis-à-vis de certaines maladies animales auxquelles sont sensibles les bovins, ovins, caprins ou porcins dans le département de Saône-et-Loire ;

**Considérant** la nécessité de gérer le risque tuberculose présenté par la mise en pâture de bovins sur des prés de communes de Côte-d'Or situées en zone de prophylaxie renforcée conformément à l'article 12 3°) de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2021 ;

**Considérant** la nécessité de gérer le risque tuberculose à l'introduction de bovins dans les cheptels de Saône et Loire et les nombreux mouvements d'animaux provenant de cheptels ou de zones à risque vis-à-vis de la tuberculose ;

**Considérant** la mise en évidence régulière de réactions dites « atypiques » lors des tests allergiques réalisées dans plusieurs zones du département au cours des dernières campagnes et l'intérêt d'utiliser un outil diagnostique présentant la meilleure spécificité, en l'occurrence l'intradermotuberculation comparative ;

**Considérant que** la situation sanitaire du département vis-à-vis de l'IBR nécessite de renforcer certaines mesures de surveillance prévues par l'arrêté ministériel du 5 novembre 2021 pour la mise en œuvre de la prophylaxie et les règles à respecter pour les mouvements de bovins ;

**Considérant que** dans le département de Saône-et-Loire, la surveillance et la détection des cheptels infectés de BVD doit être réalisée par la pose systématique de boucles à prélèvement de cartilage sur tous les veaux naissant dans le troupeau dans les vingt jours suivant leur naissance ;

**Considérant** qu'il est essentiel de protéger les élevages bovins vis-à-vis du risque d'exposition à la BVD lors des mouvements de bovinés ;

**Sur proposition** de la directrice départementale de la protection des populations,

## **ARRETE :**

### **ARTICLE 1er : définitions**

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- bovin : tout animal de l'espèce *Bos taurus* (bovin) ;
- boviné : tout animal des espèces *Bos taurus* (bovin), *Bos indicus* (zébu), *Bos grunniens* (yack), *Bison bison* (bison d'Amérique), *Bison bonasus* (bison d'Europe), *Bubalus bubalus* (buffle commun) ou issus de leur croisement.
- porcine : tout animal de la famille des suidés et du genre *Sus*, de l'espèce *Sus scrofa* et qui comprend notamment le sanglier *Sus scrofa scrofa* et le porc domestique *Sus scrofa domesticus* ainsi que leurs croisements ;
- cheptel ovine d'une exploitation : toute unité de production d'animaux de l'espèce ovine élevés aux mêmes fins zootechniques quel que soit l'effectif ;
- cheptel caprine d'une exploitation : toute unité de production d'animaux de l'espèce caprine élevés aux mêmes fins zootechniques quel que soit l'effectif ;
- petit détenteur de petits ruminants : éleveur qui ne possède pas plus de 5 petits ruminants âgés de plus de 6 mois (ovins et caprins), ne dispose pas d'un N° SIRET associé à un code NAF « production animale », ne possède pas d'autres espèces sensibles à la brucellose (notamment des bovins), ne procède à aucune vente, prêt ou mise en pension

d'animaux dans d'autres troupeaux, n'envoie pas d'animaux à l'abattoir sauf pour sa consommation personnelle et ne commercialise pas les produits de ses animaux (viande, lait, fromages) ;

- site d'élevage porcin plein air : site d'élevage détenant un ou plusieurs porcins ayant accès à un parcours extérieur ; tout élevage ne répondant pas à cette définition est qualifié de site d'élevage hors sol.

## **ARTICLE 2 : opérations de prophylaxie collective**

Le présent arrêté a pour objet de définir les mesures de prophylaxie collective intéressant les animaux des espèces bovines, ovines, caprines et porcines détenues dans toute exploitation du département de Saône-et-Loire, en application des arrêtés visés ci-dessus, vis-à-vis :

- de la **brucellose**, de la **tuberculose**, de l'**hypodermose** et de la **rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR)** et de la **diarrhée virale des bovins (BVD)** dans les troupeaux de bovinés tels que définis à l'article 1er, à l'exclusion des centres de collectes de semences agréés par la DDPP ;
- de la **leucose bovine enzootique** des troupeaux de bovins ;
- de la **brucellose ovine** et **caprine** des troupeaux caprins et ovins ;
- de la **maladie d'Aujeszky** et de la **peste porcine classique** dans les troupeaux porcins.

Ces opérations de prophylaxie collective à réaliser par le vétérinaire sanitaire de chaque exploitation concernée sont :

- les dépistages annuels durant la campagne de prophylaxie ;
- les contrôles sanitaires individuels obligatoires à l'occasion des mouvements d'animaux ;
- les vaccinations obligatoires prévues par les textes sus-visés.

## **ARTICLE 3 : dates de campagne**

### **Pour les bovinés :**

La campagne de prophylaxie de la **brucellose**, de la **leucose**, de la **tuberculose**, de l'**hypodermose** et de la **rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR)** débute le **1<sup>er</sup> novembre 2023** et se termine le **15 avril 2024**.

Les cheptels détenant des bovins positifs vis-à-vis de l'IBR à la date du 1<sup>er</sup> novembre 2023 devront avoir fait réaliser les prélèvements sanguins avant le 29 février 2024.

Sauf cas de force majeure dûment notifié par l'éleveur ou le détenteur des animaux à la directrice départementale de la protection des populations, la qualification des cheptels dont la totalité de la prophylaxie n'est pas terminée au 15 avril 2024 (ou 29 février 2024 pour les cheptels concernés) sera suspendue jusqu'à réalisation des actions correctives et

régularisation. En l'absence de régularisation à la date du 1<sup>er</sup> octobre 2024, la qualification sera retirée.

**Depuis le 1<sup>er</sup> août 2020** et pour tous les troupeaux bovins, la recherche du virus **BVD** est obligatoire sur tous les animaux dans les vingt jours suivant leur naissance par un prélèvement de cartilage auriculaire.

#### **Pour les caprins et ovins :**

La campagne de prophylaxie des maladies réglementées listées à l'article 2 débute le **1<sup>er</sup> novembre 2023** et se termine le **31 août 2024**.

Sauf en cas de force majeure dûment notifié par l'éleveur ou le détenteur des animaux à la directrice départementale de la protection des populations, la qualification des cheptels dont la totalité de la prophylaxie n'est pas terminée au 31 août 2024 sera suspendue jusqu'à réalisation des actions correctives. En l'absence de régularisation avant le début de la campagne de prophylaxie suivante, la qualification sera retirée.

#### **Pour les porcins :**

La campagne de prophylaxie des maladies réglementées listées à l'article 2 se déroule du **1<sup>er</sup> janvier 2024 au 1<sup>er</sup> novembre 2024**.

Sauf en cas de force majeure dûment notifié par l'éleveur ou le détenteur des animaux à la directrice départementale de la protection des populations, la qualification des cheptels dont la totalité de la prophylaxie n'est pas terminée au 1<sup>er</sup> novembre 2024 sera suspendue jusqu'à réalisation des actions correctives ; ils seront également placés en limitation totale de mouvements.

#### **ARTICLE 4 : laboratoires d'analyses**

Les analyses demandées dans le cadre de la prophylaxie bovine, ovine et caprine sont réalisées par le laboratoire d'analyses AGRIVALYS de Saône-et-Loire agréé par le ministère chargé de l'agriculture. Elles sont réalisées conformément aux méthodes officielles.

Les analyses demandées dans le cadre de la prophylaxie bovine en cheptel laitier sur lait de grand mélange sont réalisées par le laboratoire interprofessionnelles d'analyses laitières Galilait (63000 Clermont-Ferrand), le laboratoire interprofessionnelles d'analyses laitières de Rioz (70190 Rioz) et le laboratoire départemental d'analyses du Jura (39802 Poligny), chacun pour les élevages livrant leur lait à une laiterie située dans leur zone d'appartenance.

Ces laboratoires sont agréés par le ministère chargé de l'agriculture et les analyses sont réalisées conformément aux méthodes officielles.

Les analyses demandées dans le cadre de la prophylaxie porcine sont réalisées conformément aux méthodes officielles, par :

- le laboratoire départemental d'analyses de Côte d'Or dans le cas des ateliers naisseurs et/ou engraisseurs ainsi que des porcs dépistés à l'abattoir ;
- un laboratoire agréé dans le cas des cheptels de sélection et de multiplication.

#### **ARTICLE 5 : obligations de l'éleveur pour la mise en œuvre des opérations de prophylaxie**

Il incombe aux propriétaires ou à leurs représentants détenteurs des animaux, de prendre sous leur responsabilité toutes dispositions nécessaires pour aider à la réalisation des mesures prescrites par le présent arrêté, notamment en assurant la contention et le marquage des animaux à prélever, conformément à la réglementation en vigueur, à leur recensement et à leur identification, et ce préalablement à toute opération de prophylaxie.

#### **ARTICLE 6 : mise en œuvre des opérations de prophylaxie de la brucellose bovine, ovine et caprine, de la leucose bovine et de la rhinotrachéite infectieuse (I.B.R.) par le vétérinaire sanitaire de l'élevage**

Les prélèvements sont réalisés conformément au plan d'échantillonnage repris dans le Document d'Accompagnement de Prélèvements (DAP) préalablement édité par le Groupement de Défense Sanitaire de Saône-et-Loire (GDS71) et transmis au vétérinaire sanitaire de chaque élevage. Les échantillons sont identifiés à l'aide des étiquettes autocollantes figurant dans le DAP.

La vaccination contre l'IBR effectuée dans les situations prévues par l'arrêté ministériel du 5 novembre 2021 est à réaliser par le vétérinaire sanitaire qui l'atteste sur le Document d'Accompagnement de Vaccination (DAV), à faire parvenir au Groupement de Défense Sanitaire de Saône et Loire dans un délai de 15 jours après chaque administration de vaccin.

#### **ARTICLE 7 : dépistage de la brucellose et de la leucose bovine enzootique pour le maintien des qualifications officiellement indemnes des cheptels**

Le rythme de contrôle imposé pour le dépistage de la brucellose bovine est annuel et porte sur 20 % des bovins âgés de 24 mois.

Il est quinquennal pour le dépistage de la leucose bovine enzootique et porte sur 20 % des bovins âgés de 24 mois : les élevages de bovins des communes de L'Abergement-de-Cuisery (code INSEE 001) à Châtel-Moron (code INSEE 115) doivent être contrôlés au titre de la campagne 2023-2024.

Pour les cheptels laitiers, le maintien de la qualification "officiellement indemne de brucellose" et de la qualification "officiellement indemne de leucose bovine enzootique" peut être réalisé à partir d'analyses effectuées sur lait de mélange conformément à la

réglementation en vigueur. En cas de résultat positif, un contrôle par sérologie individuelle doit être effectué.

#### **ARTICLE 8 : dépistage collectif de l'IBR**

Les opérations de prophylaxie de l'IBR dont la maîtrise d'œuvre est assurée par le GDS de Saône-et-Loire sont obligatoires conformément aux dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 5 novembre 2021 sus-visé.

La dérogation prévue par l'article 11. III de cet arrêté pour les troupeaux indemnes d'IBR depuis au moins 3 ans successifs s'applique à l'exclusion :

- des cheptels détenant encore des bovins atypiques au 30/09/2023 ;
- des cheptels comportant sur le même site un centre de rassemblement agréé ;
- des cheptels comportant sur le même site un troupeau d'engraissement dérogatoire sauf si ces derniers se sont engagés par écrit à n'introduire que des bovins indemnes dans cet atelier ;
- des cheptels en lien épidémiologique avec un cheptel en cours d'assainissement, un troupeau non conforme ou un centre de rassemblement agréé.

#### **ARTICLE 9 : dépistage collectif de la tuberculose des bovinés**

##### **a) Cas général :**

Compte tenu de l'absence de zone à prophylaxie renforcée, la dispense générale de dépistage collectif de la tuberculose dans les élevages de bovinés s'applique en Saône-et-Loire.

##### **b) Exploitations ne pouvant pas bénéficier de la dispense et soumis au dépistage annuel de la tuberculose bovine :**

Conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2021 et à la note de service du 17 novembre 2022 sus-visée, les exploitations appartenant aux catégories suivantes et listées en début de campagne par la directrice départementale de la protection des populations, devront réaliser un dépistage annuel de la tuberculose **par IDC** au cours de la campagne de prophylaxie définie par le présent arrêté :

- les troupeaux de bovinés à risques sanitaires au sens de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2021 ;
- les troupeaux de bovinés ayant pâturé dans une zone de prophylaxie renforcée vis-à-vis de la tuberculose, conformément à la réglementation en vigueur dans cette zone.

La liste des cheptels concernés est communiquée par la direction départementale de la protection des populations (DDPP) au Groupement de Défense Sanitaire de Saône-et-Loire et aux vétérinaires sanitaires des exploitations concernées.

### **c) Réalisation des tests :**

Dans le cadre de la prophylaxie annuelle, les intradermotuberculinations sont réalisées par le vétérinaire sanitaire de l'exploitation selon la **méthode d'intradermotuberculination comparative (IDC)**.

Pour les contrôles d'introductions, il est également recommandé de les réaliser par IDC.

Un compte-rendu des tests conforme aux instructions fixées par l'instruction technique DGAL/SDSBEA/2021-798 du 25 octobre 2021, est systématiquement adressé par le vétérinaire sanitaire à la direction départementale de la protection des populations dans les 7 jours suivant leur réalisation et ce, même en cas de prophylaxie partielle, accompagné du document de notification des résultats d'intradermotuberculination. Ces documents sont signés par l'éleveur et le vétérinaire. Une copie de ces documents est remise à l'éleveur par le vétérinaire sanitaire.

Une parfaite contention des bovins, de la responsabilité des éleveurs, est indispensable à la bonne réalisation des IDC. Lorsque les conditions ne permettent pas d'assurer une juste mesure au cutimètre des plis de peau et ainsi, une surveillance efficace, il est du devoir du vétérinaire sanitaire de refuser de réaliser la prophylaxie et d'en informer la DDPP.

En cas de résultats non négatifs, ceux-ci sont à transmettre **sans délai** à la direction départementale de la protection des populations.

La participation financière de l'État à la réalisation des IDC (hors contrôles d'introductions) est conditionnée à la mesure au cutimètre des plis de peau et à la transmission du compte-rendu et des résultats de chaque bovin.

### **ARTICLE 10 : dépistage de l'hypodermose bovine**

En vue d'estimer la prévalence de la maladie dans la région Bourgogne, la Fédération Régionale des Groupements de Défense Sanitaire de Bourgogne organise le plan de contrôle par département ; il repose sur l'analyse sérologique des sérums ou des laits de mélange prélevés dans un échantillon de cheptels désignés selon une analyse du risque local et complétée par une sélection aléatoire d'autres exploitations.

Les épreuves de dépistage sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'agriculture et conformément aux méthodes officielles.

### **ARTICLE 11 : dépistages lors des mouvements de bovinés entre cheptels :**

Les ASDA des animaux introduits sont transmises systématiquement au Groupement de Défense Sanitaire de Saône-et-Loire.

**Par dérogation**, sont dispensés des tests de dépistage de la brucellose à l'introduction, les animaux pour lesquels :

- la durée du transfert entre l'exploitation d'origine et l'exploitation de destination n'excède pas 6 jours,
- et qui sont issus de cheptels officiellement indemnes vis-à-vis de la brucellose bovine.

Dans le cas d'introduction d'animaux issus de cheptels classés à risque vis-à-vis de la tuberculose au sens de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2021, les obligations de dépistage prescrites par l'article 12 2°) du même arrêté s'appliquent. En l'occurrence, l'intradermotuberculination des bovins âgés de plus de 6 semaines doit être réalisée dans les 30 jours précédant l'introduction (contrôle de vente chez le vendeur), ou depuis moins de 4 mois si le bovin a été testé dans le cadre de la prophylaxie hivernale du troupeau.

La liste des cheptels à risque est établie et tenue à jour par l'Etat et est accessible au groupement de défense sanitaire de Saône-et-Loire.

En ce qui concerne l'IBR, tous les bovins introduits dans des cheptels non dérogatoires, y compris dans le cas des pensions, doivent être isolés et soumis à un contrôle sérologique 16 à 30 jours suivant leur introduction, lequel ne peut pas être remplacé par un contrôle documentaire quelle que soit la durée du transit.

**Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2023**, pour tous les troupeaux bovins de Saône-et-Loire et pour lutter contre la maladie des muqueuses (BVD), le respect des règles de contrôle aux mouvements vis-à-vis de cette maladie, prévues par l'arrêté préfectoral n° 2023249-0002/DDPP sus-visé, est obligatoire.

#### **ARTICLE 12 : dispositif spécifique aux cheptels bovins d'engraissement dérogatoires**

Conformément aux arrêtés du 22 avril 2008 et du 8 octobre 2021 sus visés, la directrice départementale de la protection des populations peut accorder des dérogations individuelles et nominatives à l'obligation de dépistage de la tuberculose, de la brucellose et de la leucose bovines dans le cas des cheptels d'engraissement de bovinés. Ces dérogations peuvent être totales ou partielles.

La dérogation à l'obligation de réaliser un test sérologique d'introduction vis à vis de l'IBR ne peut être accordée qu'aux élevages dérogatoires dans lesquels les bovins sont exclusivement détenus en bâtiment fermé.

La dérogation ne peut être attribuée et/ou maintenue qu'aux détenteurs :

- ayant complété et signé l'engagement prévu par les instructions en vigueur ;
- assurant une séparation stricte de la structure et de la conduite du troupeau bovin d'engraissement de toutes autres unités de production ou de rassemblement d'espèces sensibles à la brucellose et à la tuberculose bovine ;
- et répondant aux conditions fixées par le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Les dérogations prennent également en compte la situation sanitaire locale et les conclusions de la visite initiale de conformité réalisée par le vétérinaire sanitaire de l'exploitation. Selon les cas, cette visite peut être réalisée en présence d'agents de la DDPP et du GDS.

La visite initiale d'agrément et les visites annuelles de maintien de la dérogation font l'objet d'un compte-rendu adressé par le vétérinaire sanitaire à la directrice départementale de la protection des populations ; ce compte-rendu est établi conformément aux modèles fixés par les instructions en vigueur.

Afin de continuer à bénéficier de cette dérogation, le responsable de l'élevage dérogatoire doit pouvoir justifier d'un résultat favorable à la visite annuelle effectuée par son vétérinaire sanitaire et satisfaire aux exigences de fonctionnement imposées.

Les éleveurs connus pour le non respect récurrent de la réglementation sanitaire sont exclus de cette dérogation. Toute divagation répétée des bovins entraîne la suppression de la dérogation.

#### **ARTICLE 13 : dépistage de la brucellose caprine et ovine**

Les élevages d'ovins et de caprins des communes de L'Abergement-de-Cuisery (code INSEE 001) à Chassy (code INSEE 110) doivent être contrôlés au titre de la campagne 2023-2024.

En vue du maintien de la qualification «officiellement indemne de brucellose», les cheptels d'ovins et de caprins doivent être contrôlés tous les cinq ans sur :

- tous les mâles non castrés de plus de 6 mois, et 25 % des femelles présentes de plus de 6 mois avec **un minimum de 50** et en ciblant les animaux nouvellement introduits ;
- ou la totalité de l'effectif s'il est inférieur à 50.

En vue du maintien de la qualification «officiellement indemne de brucellose», les cheptels d'ovins et de caprins considérés par la DDPP comme présentant un risque sanitaire particulier vis-à-vis de la brucellose doivent être contrôlés annuellement sur :

- tous les mâles non castrés de plus de 6 mois, et 25 % des femelles présentes de plus de 6 mois avec **un minimum de 50** et en ciblant les animaux nouvellement introduits ;
- ou la totalité de l'effectif s'il est inférieur à 50.

Sont exemptés de l'obligation de réalisation de la prophylaxie de la brucellose ovine et caprine les détenteurs qui en font la demande écrite auprès de la DDPP et qui répondent à la définition de petits détenteurs mentionnée à l'article 1.

**ARTICLE 14 : dépistage de la maladie d'Aujeszky et de la peste porcine classique dans les troupeaux de porcs et de sangliers**

**a) Troupeaux soumis au dépistage de la maladie d'Aujeszky :**

Sont soumis à un dépistage annuel :

- les élevages de sélection / multiplication : dépistage sérologique sur tube sec trimestriel sur 15 reproducteurs ;
- les élevages naisseur et/ou engraisseur plein-air : dépistage sérologique annuel sur 15 reproducteurs et/ou 20 charcutiers (ou tous si l'élevage détient moins de 15 reproducteurs ou moins de 20 charcutiers). La prise de sang sur tube sec doit être privilégiée afin de pouvoir être envoyée au LNR en cas de résultat non négatif. L'édition des DAP est assurée par la DDPP dans l'attente de la délégation.

**b) Troupeaux soumis au dépistage de peste porcine classique :**

Les élevages de sélection / multiplication sont soumis à un dépistage annuel. Le dépistage s'effectue par sérologie ELISA, via une prise de sang sur 15 reproducteurs dans les élevages hors-sol de sélectionneurs-multiplicateurs.

**ARTICLE 15 : non observation des mesures de prophylaxie**

En cas de constat de l'inapplication des mesures de prophylaxie définies ci-dessus, des sanctions pénales et administratives pourront être prises, conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 16 : entrée en vigueur**

Le présent arrêté est applicable du 1<sup>er</sup> novembre 2023 au 1<sup>er</sup> novembre 2024.

**ARTICLE 17 : abrogation**

L'arrêté préfectoral n°71-2022-10-19-00002/DDPP en date du 19 novembre 2022 relatif à la surveillance sanitaire et fixant l'organisation des opérations de prophylaxie dans les élevages de bovinés, de petits ruminants et de porcins dans le département de Saône-et-Loire est abrogé.

**ARTICLE 18 : exécution**

Les actions à mettre en œuvre pour garantir l'exécution du présent arrêté par la Direction Départementale de la Protection des Populations, le Groupement de Défense Sanitaire de

Saône-et-Loire, le Laboratoire d'Analyses AGRIVALYS et les vétérinaires sont fixées par une convention dite quadripartite signée par chacune des parties.

Elles sont fixées par des conventions tripartites pour les cheptels bovinés laitiers signées entre la Direction Départementale de la Protection des Populations, le Groupement de Défense Sanitaire de Bourgogne-Franche-Comté et les laboratoires d'analyses concernés.

Le secrétaire général de la préfecture de la Saône-et-Loire, la directrice départementale de la protection des populations, le colonel commandant le groupement départemental de la gendarmerie, le président du groupement de défense sanitaire, les maires des communes de Saône-et-Loire et les vétérinaires sanitaires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Saône-et-Loire.

#### **ARTICLE 19 : recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon dans le délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible, sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Ce délai commence à courir à compter du jour de la notification du présent arrêté. Tout recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou devant une juridiction incompétente n'interrompt pas ce délai.

Fait à Mâcon, le **25 OCT. 2023**

Le Préfet



**Yves SÉGUY**

5 2 OCT 1953

YUL 28 1954

## **Cheptels d'engraissement dérogatoires (ASDA jaunes) Cahier des charges**

### **I. Réglementation**

- Arrêté du 22 avril 2008 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la brucellose des bovinés
- Arrêté du 15 septembre 2003 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la tuberculose des bovinés et des caprins
- Arrêté du 31 décembre 1990 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective de la leucose bovine enzootique
- Arrêté du 27 novembre 2006 fixant des mesures de prophylaxie collective de la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR)
- Arrêté du 22 février 2005 fixant les conditions sanitaires de détention, de circulation et de commercialisation des bovins

### **II. Principes de la dérogation**

#### a) Généralités

La dérogation à l'obligation de dépistage de la tuberculose, de la brucellose et de la leucose bovine peut être accordée par la direction départementale de la protection des populations (DDPP) de Saône-et-Loire, sur demande de l'éleveur.

Ces dérogations peuvent être totales (tests d'introduction et dépistage annuel) ou partielles (tests d'introduction). Elles peuvent concerner toutes les maladies soumises à prophylaxie ou uniquement certaines d'entre elles, en effet un contrôle d'achat peut être demandé dans le cas de bovins provenant de cheptel classé à risque sanitaire particulier qui n'auraient pas subi de contrôle de vente dans leur élevage d'origine. Elle ne concerne que des ateliers sans lien direct avec une autre unité épidémiologique.

La dérogation aux dépistages de l'IBR ou à la vaccination ne peut uniquement être accordée qu'aux cheptels d'engraissement où les bovins sont détenus en bâtiment fermé. Elle est validée par le groupement de défense sanitaire (GDS) de Saône-et-Loire.

Les bovins détenus en cheptels d'engraissement dérogatoires continuent de bénéficier de la qualification « officiellement indemne ». Ils sont accompagnés d'une ASDA de couleur jaune. La destination de ces bovins ne peut-être que l'abattoir ou un autre cheptel d'engraissement dérogatoire.

#### b) Obtention et maintien de la dérogation

Pour obtenir la dérogation, l'éleveur s'engage au respect des conditions fixées au chapitre III et fait réaliser une visite initiale de conformité par son vétérinaire sanitaire qu'il transmet à la DDPP accompagnée du plan de situation où sont indiqués les circuits d'animaux, d'alimentation, de matériel. Cette visite peut être réalisée conjointement avec un agent de la DDPP et/ou du GDS (cf annexes 1 et 2).

Pour continuer à bénéficier de la dérogation, l'éleveur doit respecter ses engagements et faire réaliser par son vétérinaire sanitaire une visite annuelle, le compte-rendu est transmis à la DDPP (cf annexe 3). Tout changement dans le fonctionnement des conditions de détention des animaux soumis à dérogation devra être signalé sans délai à la DDPP et au vétérinaire sanitaire. En cas de changement notable l'attribution de la dérogation pourra être révisée.

#### c) Cheptels éligibles à la dérogation

La dérogation s'adresse aux engraisseurs qui :

- disposent d'un bâtiment spécifique ;

- respectent la réglementation sanitaire générale (suivi sanitaire, identification, règles de circulation...).

En complément des bâtiments, des dérogations pour de l'engraissement à l'herbe pourront être accordées au cas par cas par la DDPP, uniquement sous réserve du respect des conditions du chapitre III c /.

### III. Conditions de la dérogation – Engagement

#### a) Protection sanitaire générale

Des pédiluves sont installés à l'entrée des bâtiments et en particulier à l'entrée des sites où des veaux sont présents.

Les cadavres sont entreposés sur une zone dédiée éloignée des sites où sont détenus les animaux afin d'éviter l'accès du camion d'équarrissage aux sites d'élevage.

#### b) Les bâtiments

Les bâtiments où sont détenus les bovins d'engraissement sont exclusivement destinés à cette activité, toute l'année.

Les circuits d'animaux dérogataires et non dérogataires doivent être séparés.

La circulation des animaux est à représenter sur le plan à transmettre en annexe des visites initiale et annuelle (si changement) effectuées par le vétérinaire sanitaire.

#### c) Les pâtures

La dérogation pour l'engraissement à l'herbe sera accordée au cas par cas sous réserve du respect des conditions suivantes :

- L'exploitation ne comprend pas de centre de rassemblement ni de cheptel d'élevage annexe ;
- L'exploitation dispose d'un bâtiment aménagé réservé à l'engraissement des animaux ;
- Les pâtures où sont entretenus les bovins d'engraissement sont exclusivement destinées à accueillir ce type d'animaux. Elles sont sans mitoyenneté avec d'autres pâtures ; les clôtures doivent prévenir tout risque de divagation.
- Le nombre de pâtures pour lequel est accordée la dérogation est limité. Toute modification du parcellaire autorisée pour l'engraissement est soumis à une nouvelle dérogation auprès de la DDPP ;
- Une liste des bovins mis au pré est tenue par l'éleveur et conservée dans le registre d'élevage. Il est en particulier indiqué les numéros des bovins, les dates de mise à l'herbe et le nom des pâtures concernées ;

Les bovins mis au pré ne dérogent pas :

- Aux mesures de prophylaxie d'introduction et annuelle concernant l'IBR, conformément à la réglementation en vigueur ;
- Aux tests d'introduction vis-à-vis de la tuberculose s'ils sont originaires de cheptels ou de départements à risque vis-à-vis de cette maladie.

Un parcellaire doit être transmis avec la demande de dérogation afin d'apprécier le risque de contamination aux animaux d'autres unités épidémiologiques. Le type de séparation et la vocation des parcelles voisines doivent figurer sur le plan. Tout changement est susceptible de remettre en cause l'attribution de la dérogation, il doit être déclaré à la DDPP.

Des contrôles renforcés seront réalisés par des agents de la DDPP et/ou du GDS afin de vérifier le respect des conditions énoncées ci-dessus.

#### d) Le matériel (cas des engraisseurs en bâtiment avec atelier d'élevage annexe ou si cuma/prêt de matériel)

Toute contamination croisée via le matériel doit être évitée. En particulier :

- Le matériel de soin (aiguilles, etc...) et le petit matériel d'élevage (fourches, cordes, mouchettes, etc...) est à l'usage exclusif de l'atelier dérogame ;
- Les parcs, cages et couloirs de contention doivent être au maximum dédiés à chaque activité. Dans le cas contraire, un nettoyage et une désinfection doivent être réalisés avant l'usage pour des bovins non dérogame. Les modalités de désinfection (nom du produit, fréquence, utilisation) sont consignées dans un registre.
- Le gros matériel en contact avec les bovins ou le fumier (bétailière, bascule, etc...) est nettoyé et désinfecté avant utilisation pour des bovins d'un atelier non dérogame. Les modalités de désinfection (nom du produit, fréquence, utilisation) sont consignées dans un registre.

e) Les naissances

Les naissances de veaux dans les cheptels d'engraissement sont exceptionnelles. Lorsqu'elles ont lieu, elles sont déclarées dans le cheptel dérogame, une demande d'ASDA jaune est à effectuer auprès de l'EDE 71.

Ces animaux sont destinés soit à être engraisés dans l'atelier dérogame de naissance, soit dans un autre atelier dérogame.

f) L'alimentation (cas des engraisés en bâtiment avec atelier d'élevage annexe)

Des mesures sanitaires doivent être prises afin de limiter les contaminations croisées (fumier, lisier, matériel, etc...) via la distribution d'alimentation.

Les circuits d'alimentation sont à représenter sur le plan à transmettre en annexe des visites initiale et annuelle (si changement) effectuées par le vétérinaire sanitaire.

g) Les fumiers

Les fumiers issus des ateliers d'engraissement sont épandus préférentiellement sur culture céréalière ou compostés.

#### IV. Passage volontaire de jaune à vert

Dans le cas où l'éleveur souhaite lui-même mettre fin à la dérogame, l'édition d'ASDA vertes est possible soit :

- pour les cheptels mixtes (2 ateliers « vert » et « jaune »), les bovins bénéficiant d'une ASDA jaune devront être maintenus dans des lieux de détention des animaux (bâtiments, prés) visés par la dérogame initiale jusqu'à leur vente. Les bovins nouvellement introduits pourront bénéficier d'une ASDA verte sous réserve d'être introduits dans l'atelier non dérogame. Le cheptel dérogame est définitivement fermé lorsque tous les bovins sont vendus ;
- pour les engraisés spécialisés (1 atelier « jaune »), les modalités seront fixées au cas par cas en fonction de la capacité à assurer la séparation physique des animaux en ASDA jaunes et des bovins nouvellement introduits ;
- pour les exploitations où la séparation des bovins est impossible, en faisant réaliser par son vétérinaire sanitaire les tests suivants sur les bovins accompagnés d'une ASDA jaune :
  - deux dépistages de la brucellose effectués à un intervalle de 60 jours de 20% des animaux de plus de 2 ans (Elisa sur mélange). La prophylaxie hivernale peut servir de 1<sup>er</sup> contrôle. Le 2<sup>ème</sup> contrôle est préférentiellement réalisé sur des bovins présents depuis au moins 60 jours ;
  - une tuberculination de tous les animaux de plus de 1 an par IDS ou 2 tuberculinations de tous les animaux de plus de 1 an par IDS dans le cas de cheptels ayant hébergés des bovins issus de foyer de tuberculose ;
  - une vaccination contre l'IBR ou un contrôle sérologique de tous les bovins non encore vaccinés, quel que soit l'âge.

Tous les bovins des cheptels ainsi qualifiés bénéficieront d'une ASDA verte y compris ceux accompagnés précédemment d'une ASDA jaune.

Pendant la période de transition, les règles d'introduction en élevage doivent être respectées conformément à la réglementation en vigueur.

#### Désinfection des bâtiments

Les bâtiments précédemment destinés à accueillir des bovins dérogataires doivent être nettoyés et désinfectés avant de pouvoir accueillir des bovins non dérogataires.

Afin de justifier de cette désinfection, l'éleveur doit conserver dans son registre :

- soit une attestation de désinfection par une entreprise spécialisée ;
- soit une facture d'achat de produits désinfectants et indiquer les modalités de désinfection (nom du produit, fréquence, utilisation).

#### **V. Retrait de la dérogation sur décision de la DDPP**

La dérogation peut être retirée sur décision de la DDPP en cas de non respect de l'engagement de l'éleveur en particulier en cas :

- de défaut de séparation des animaux à statut sanitaire différent ;
- d'absence de réalisation de la visite annuelle obligatoire ;
- d'anomalies administratives régulières de l'identification des bovins ;
- de non respect des règles d'introduction ;
- de divagations répétées.

La qualification sanitaire du cheptel dérogataire est alors suspendue et éventuellement celle du cheptel d'élevage non dérogataire, s'il existe.

Dans ce cas, la délivrance d'ASDA vertes est conditionnée à l'obtention de résultats favorables à :

- deux dépistages de la brucellose effectués à un intervalle de 60 jours de 20% des animaux de plus de 2 ans (Elisa sur mélange). La prophylaxie hivernale peut servir de 1<sup>er</sup> contrôle. Le 2<sup>ème</sup> contrôle est préférentiellement réalisé sur des bovins présents depuis au moins 60 jours ;
- une tuberculination de tous les animaux de plus de 1 an par IDS ou 2 tuberculinations de tous les animaux de plus de 1 an par IDS dans le cas de cheptels ayant hébergés des bovins issus de foyer ;
- une vaccination contre l'IBR ou un contrôle sérologique de tous les bovins non encore vaccinés, quel que soit l'âge.

Tous les bovins des cheptels ainsi qualifiés bénéficieront d'une ASDA verte y compris ceux accompagnés précédemment d'une ASDA jaune.

Pendant la période de transition, la destination des bovins ne peut être que l'abattoir sous laissez-passer sanitaire délivré par la DDPP.

#### Désinfection des bâtiments

Les bâtiments précédemment destinés à accueillir des bovins dérogataires doivent être nettoyés et désinfectés avant de pouvoir accueillir des bovins non dérogataires.

Afin de justifier de cette désinfection, l'éleveur doit conserver dans son registre :

- soit une attestation de désinfection par une entreprise spécialisée ;
- soit une facture d'achat de produits désinfectants et indiquer les modalités de désinfection (nom du produit, fréquence, utilisation).